

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

# PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

### ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

### PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 29 septembre 1891.

### Le billet de banque fédéral.

Nous avons constaté, par l'histoire parlementaire de ces dix années dernières, que les infatigables et tenaces partisans du monopole et de la banque unique ont accumulé les motions et les pétitions pour arriver à leurs fins et pour faire croire à l'existence d'un mouvement d'opinion qui, en réalité, est purement factice. « Je suis convaincu, disait avec raison au Conseil des Etats M. le député Raisin, dans son rapport de minorité, que lorsque les 82,000 citoyens suisses dont les signatures se promènent, dit-on, dans les poches de l'honorable docteur Joos (1), seraient exactement instruits de ce qu'est le monopole, de ce que serait une banque d'Etat et des aventures auxquelles elle pourrait conduire la Confédération, je suis persuadé que le plus grand nombre de ces citoyens n'hésiterait pas à déclarer qu'ils ont signé par entraînement, étant incomplètement renseigné et qu'ils voteraient hardiment contre la mesure qu'ils réclament aujourd'hui. »

Un des arguments à la fois les plus spécieux et les plus faux dont les partisans du monopole et de la banque d'Etat se servent dans leur campagne de propagande est l'assimilation du billet de banque à la monnaie.

Nous n'avons pas l'intention d'ouvrir ici une discussion théorique sur la différence qu'il y a entre ces deux instruments d'échange. Il nous suffira d'attirer l'attention sur quelques faits pour la faire toucher du doigt au moins versé dans les questions de cette nature.

La monnaie a une valeur intrinsèque. Lorsque l'Etat en veut émettre, il commence par acheter des lingots d'argent ou d'or, il partage ces lingots en un certain nombre de disques ayant un poids et un titre déterminés et il les met en circulation. Le rôle de l'Etat réside essentiellement dans l'attestation de ce poids et de ce titre, car la pièce d'argent ou d'or a, indépendamment de l'action publique, une valeur qui lui est propre et qu'elle garde alors même qu'elle serait déformée ou mise hors de cours.

Il n'en est pas de même ni du papier-monnaie ni du billet de banque.

Le papier-monnaie est émis par l'Etat à défaut d'espèces, dans les moments de crise, lorsque l'or et l'argent faisant défaut, l'Etat leur substitue du papier qui par lui-même ne vaut rien, mais qui vaut en tant que promesse de l'Etat de l'échanger contre du métal sitôt que la crise sera passée et qu'il aura été possible de se procurer de nouveau du numéraire. L'Etat peut émettre du papier-monnaie jusqu'à satisfaction de ses besoins et épuisement de son crédit; il peut momentanément obliger le public à l'accepter pour l'entier de sa valeur représentative et en forcer la circulation. A ce point de vue le papier-monnaie est un expédient qui dérive du droit régulier de l'Etat de battre monnaie.

Mais le billet de banque est une tout autre chose. Quand une banque émet un billet, elle fait une opération qui consiste à échanger une promesse de paiement à vue qui est le billet de banque contre une autre promesse de paiement à plus longue échéance qui est l'effet ou le billet de change. La banque ne peut pas augmenter son émission suivant son bon plaisir.

(1) On sait que ces signatures, recueillies l'an dernier, n'ont jamais été produites.

Et toutes les fois qu'elle émet un billet, c'est qu'elle reçoit en contre-partie un effet de change ou une promesse de paiement à plus longue échéance et dont la réalisation lui permettra, le cas échéant, de rembourser le billet de banque s'il lui est présenté. C'est ce que M. Speiser, de Bâle, a très bien fait ressortir dans une brochure qu'il a récemment publiée sur les banques d'émission suisses. « On entend dire souvent, constate M. Speiser, qu'avec 400,000 francs d'espèces, une banque d'émission peut se procurer un million quand elle le veut. C'est inexact, car la dite banque ne pourra émettre ce million de billets qu'au fur et à mesure du mouvement de ses affaires et des exigences de son escompte. Et lorsqu'elle aura émis ce million payable à vue, elle aura reçu en échange un million de créances ou d'effets de commerce à échéance plus longue. Quant aux 400,000 francs, elle en aura dû verser autant dans la caisse spéciale que la loi l'oblige de tenir pour servir de couverture supplémentaire à ses billets. »

Ce qui peut faire comprendre jusqu'à un certain point la confusion entre le billet de banque et l'argent c'est que l'un et l'autre remplissent la fonction d'instrument d'échange et de circulation. Mais le fait que deux objets peuvent servir au même but ne suffit pas pour conclure à leur identité.

Sans doute, le public, dans sa généralité, considère le billet de banque comme étant de la monnaie. Mais c'est une erreur et ce n'est pas une raison suffisante, parce que le public se trompe, pour que le droit constitutionnel d'un peuple qui se dit éclairé consacre cette erreur par un article de loi. Au Conseil des Etats, M. Soldati demandait à ses collègues qui assimilaient le billet de banque à la monnaie pourquoi donc, au lieu de réviser l'article 39 de la constitution, ils ne s'en tenaient pas plutôt à l'article 38, de façon à faire rentrer le droit d'émission des billets de banque dans la régle de la monnaie. « Personne ne le propose, disait M. Soldati, parce que tout le monde sent que la nature des choses est plus forte que l'erreur commune et que nous offririons à l'Europe un étrange spectacle si nous lui donnions l'exemple de confondre dans notre constitution deux choses qui, par leur nature, sont absolument différentes. »

Et cependant, tandis que l'article 39 de la constitution actuelle distingue nettement le billet de banque de la monnaie, l'article qu'on nous propose d'y substituer n'observe pas la même rigueur lorsqu'il dit : « Le droit d'émettre des billets de banque et toute autre monnaie fiduciaire appartient exclusivement à la Confédération. »

La commission du Conseil national avait proposé de mettre au lieu de « et toute autre monnaie fiduciaire » les mots « et autres bons analogues. » Nous regrettons presque que cet amendement n'ait pas prévalu; il eût mieux encore fait voir le débraillé des rédactions, qui correspond ici, malheureusement, au débraillé de la pensée.

Nous l'avons dit : l'émission d'un billet de banque est le résultat d'une opération commerciale, de crédit et d'escompte, faite entre deux personnes, opération qui consiste dans l'échange d'un effet à relativement longue échéance contre une valeur immédiatement réalisable. Mais quel rapport y a-t-il entre ce billet ainsi émis et la « monnaie fiduciaire » dont parle l'article de constitution qu'on nous propose ou les « bons analogues » dont il a été

question au Palais fédéral dans les délibérations ? Que seront ces papiers ? Voici ce que répond à cette question M. E. Pictet, ancien conseiller national de Genève, dans une récente publication : « Ce qu'on veut, dit-il, c'est que la Confédération ait la faculté d'émettre, sous des noms divers, un papier destiné à servir de monnaie et à la remplacer sans que ce papier ait, derrière lui, autre chose que la solvabilité de celui qui l'a mis en circulation, c'est à dire de l'Etat. C'est un emprunt fractionné, au même titre que tout autre emprunt. »

Une pareille autorisation donnée de par la constitution à l'Etat est évidemment dangereuse pour le temps de paix et inutile pour le temps de guerre. Nous verrons un autre jour pourquoi. Bornons-nous aujourd'hui à établir qu'il n'y a entre le billet de banque et la prétendue monnaie fiduciaire dont parle le projet de constitution d'autre lien que celui de la destination commune qui est pour tous deux d'être des instruments d'échange. En sorte que l'article 39 proposé par l'Assemblée fédérale confond deux choses très différentes et qu'il est dangereux au premier chef de ne pas distinguer. De même, ceux qui réclament pour la Confédération le monopole au nom de la régle de la monnaie sont de dangereux sophistes qui spéculent, pour le triomphe de leur cause, sur une apparente ressemblance, à laquelle un peuple qui rédige sa constitution ne doit pas se laisser prendre.

### Littérature immorale.

Berne, 28 septembre.

Le congrès international de l'association contre la littérature immorale a ouvert aujourd'hui ses séances dans la salle du Grand Conseil bernois, sous la présidence honoraire de M. Schenk, conseiller fédéral, et la présidence effective de M. le pasteur Nef, de Lausanne. Les comités cantonaux sont tous représentés par leurs délégués. Un public attentif ami de l'œuvre, parmi lequel quelques dames, assiste à la séance.

M. le pasteur Eugène Courvoisier, de Neuchâtel, ouvre la séance par une prière, puis M. Schenk remercie, au nom du Conseil fédéral, de l'invitation qui lui a été adressée et de l'honneur qui lui est fait. Il assure l'assemblée de la sympathie de l'autorité qu'il représente et de l'intérêt que porte celle-ci à l'œuvre patriotique entreprise par l'association.

M. Schenk constate l'influence néfaste de la littérature immorale sur la jeunesse. Les journaux qui ont la spécialité des productions de ce genre se vendent jusqu'aux portes de nos écoles et de nos collèges. Malheureusement, au point de vue de la répression de cet abus, nos lois offrent des lacunes. L'orateur compte sur deux alliés dans l'œuvre à entreprendre. Ces deux alliés sont la presse suisse et l'Etat. Toutefois, l'aide la plus efficace sera toujours l'opinion publique. C'est sur elle qu'il faut compter; il faut l'arracher à son indifférence et l'attacher à l'œuvre de répression que le congrès veut propager.

M. Nef remercie le Conseil fédéral et M. Schenk en particulier de leur appui, puis il communique à l'assemblée la liste nombreuse et réjouissante des adhésions et des encouragements qui lui sont parvenus.

Nous relevons les témoignages de sympathie des Conseils d'Etat des cantons de Berne, représenté au congrès par M. Gobat; de Vaud,

représenté par M. Virieux; du Valais, par M. Dallet, conseiller de Fribourg, par M. Schaller; d'Argovie, par M. Conrad. Les gouvernements de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Genève, Schaffhouse, Neuchâtel et Tessin ont envoyé des adresses.

Enfin des lettres non moins sympathiques ont été envoyées par les sociétés suisses et vaudoises d'utilité publique, la loge Alpina représentée par M. Alph. Burkhard, de Bâle; par la société de Weimar, pour la diffusion des bons livres; la société catholique de Neukirchen (Autriche); la société suisse pour les études sociales; la société des éditeurs littéraires chrétiens (Bâle); la société de tempérance (Neuchâtel); l'Union chrétienne allemande des jeunes gens (Genève), et l'Union chrétienne de jeunes gens du Petit-Saconnex.

Après ces communications, M. Nef prononce le discours d'ouverture des séances du congrès.

C'est la première fois, sans doute, dit-il, qu'un congrès est réuni pour combattre la littérature immorale, mais c'est aussi la première fois que la société humaine est menacée par un déploiement semblable d'une pareille littérature et avec des symptômes aussi inquiétants pour l'intelligence, pour le cœur, pour la volonté, pour la santé même de la génération contemporaine et des générations qui naîtront d'elle, en un mot, pour la vie physique et morale de l'humanité.

De tout temps, il a existé de mauvais livres. L'antiquité, la renaissance, les temps plus modernes ont écrit des ouvrages tristement fameux. Mais enfin, c'étaient des livres, souvent volumineux, et que toujours leur prix gardait en dehors de l'atteinte du peuple, si même le peuple savait lire.

Mais de nos jours, depuis un demi-siècle à peine, est apparu d'abord le roman-feuilleton, qui va porter à tous, dans ses pages quotidiennes, les volumes dangereux qui n'étaient connus que de quelques-uns.

Enfin, le public étant formé et la spéculation paraissant heureuse, on a créé, pour un son, en vue de la multitude, le journal spécial, qui parfois même est un supplément d'un journal politique, qui lui sert d'introduction et auquel le supplément sert bientôt de réclame, et, comme on a le journal de la science, celui de l'agriculture, du commerce ou de l'industrie, concentrant et propageant les travaux de ces divers domaines, on a le journal des turpitudes, rendu plus instructif encore par des images, placardé dans les vitrines ou sur les murs, offert, distribué gratuitement et avec importance dans les rues de nos villes, dans nos villages et jusqu'aux portes des collèges, par des employés portant souvent en lettres d'or les insignes de leurs fonctions. Cette littérature spéciale reçoit un nom qui n'est pas d'ailleurs mais qui désormais restera le sien, puisqu'il lui est donné jusque dans la loi par le dernier code pénal qui vient de paraître, celui de Neuchâtel : on l'appelle la pornographie. Nous désirons qu'elle ne soit pas la littérature de l'avenir; elle est à coup sûr une de celles du présent.

Nous représentons-nous bien les résultats d'une pareille propagande ?

Nous n'en sommes plus, en effet, aux temps où le peuple était illettré; l'Etat n'a-t-il pas un département spécial de l'instruction publique ? Et c'est à ces mains d'enfants, d'adolescents, de jeunes filles, de toutes parts tendues vers la connaissance, que l'on distribue au sortir de l'école, pour détruire en leurs germes les fruits du travail de l'Etat, les feuilles que nous venons de rappeler.

Quel doit être l'état d'une jeune intelligence qui reçoit chaque jour, comme pâture de son imagination, un roman à « sensation », c'est le terme usité, découpé en feuilleton quotidien, interrompant les scènes et multipliant l'effet du récit par la suspension et par l'attente ? Ce sont même deux romans, trois romans que l'on reçoit dans son journal et qui viennent se mêler et se confondre dans une même et pauvre tête.

Et quant à la réalité, elle est représentée en grande partie par les récits détaillés des crimes qui comparaisent devant les tribunaux : Ce sont des fratri-

cides d'arbres aux feuilles nouvelles, le dépassaient ça et là. Toutes les fenêtres étaient ouvertes.

Le Bolloche poussa l'âne jusqu'au pied d'un peron, et attendit.

C'est là comme dans une ruche : on n'est jamais longtemps sans voir une abeille sortir. Une corneille part, et dessous une souris toute petite, toute jeune et toute brune.

— Que voulez-vous ? demanda-t-elle.

Celle qui commande ici, répondit sévèrement Le Bolloche.

— Est-ce pour lui vendre quelque chose ? La bonne mère est très occupée, voyez-vous, et si c'était pour cela...

— Est-ce que j'ai l'air d'un marchand ambulant ? répondit Le Bolloche. Vous n'y êtes pas du tout, mademoiselle, — il insista sur le mot, sachant fort bien qu'il s'émancipait d'une tradition respectueuse — j'ai à lui parler, une affaire à lui proposer, et même une bonne affaire.

La souris jeta un coup d'œil sur les voyageurs, le coffre, les trois pots de basilic.

— Je comprends, dit-elle, mon petit bonhomme : je vais la chercher.

Et elle se détourna si prestement qu'il ne put savoir si elle avait disparu derrière le pilier de droite ou celui de gauche.

— Petit bonhomme, grommela-t-il, en voyait une personne, pour m'appeler petit bonhomme !

Il se laissa glisser le long du marchepied et se tint debout, les rênes de corde passées autour du bras, la chéchia impertinente posée en arrière, un peu de côté.

Une ombre courut sur le vitrage cintré du cloître, et une autre sour parut au seuil de la porte, de taille moyenne, celle-là, mais si fielle qu'elle paraissait petite. Ses mains, qu'elle avait jointes sur sa robe noire, étaient blanches et transparentes. Il eût été difficile de dire son âge. Tous les traits de son visage très fin s'étaient encore adoucis par la fatigue et l'effort dévorant d'une âme ardente. On n'y voyait cependant pas

des, des parricides, des monstruosités diverses qui bien, et deviennent les modèles reproduits par les lecteurs, car nul n'ignore le phénomène de l'imitation, qui prépare celui de l'hérédité.

Nous le disions, tout est atteint dans l'homme par des préoccupations de cette nature et de cette intensité. Après l'intelligence qui s'immobilise dans une idée fixe, touchant à l'aliénation mentale, c'est le cœur qui se dessèche, c'est la volonté qui d'avance est vaincue, c'est le sang qui se vicie, c'est l'ardeur généreuse qui s'éteint, ce sont les générations futures qui prennent, à la suite de leurs pères, le chemin de la servitude politique, fille de l'asservissement moral. Que l'Etat démocratique y prenne garde, lui qui ne peut vivre que de vertu : il a devant lui ses ennemis personnels. Et tandis que non seulement la religion, mais la physiologie, qui travaillent ensemble à nous relever, nous enseigner qu'il est des pensées que, pour les vaincre, il faut savoir écarter, voici les journaux spéciaux et réguliers qui continuent à frapper à la porte et qui chaque jour renouvellent les préoccupations malsaines que leur but même est de créer. Leur préméditation, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus grave en justice, est évidente et elle est aisée à comprendre : c'est en répandant la dépravation que l'on se forme des lecteurs pour l'avenir. Elever des fumeurs d'opium, c'est préparer la vente de ses pavots.

Nous avions cru quelque temps, surtout depuis notre assemblée de Neuchâtel, le 2 octobre 1888, où notre Association suisse s'est constituée, que l'indignation publique, celle des citoyens et celle de l'Etat, allaient promptement faire justice de ces attentats. De toutes parts, en France, en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, nous voyions surgir les signes d'une réaction. Les lois pénales, nos lois suisses en particulier, paraissaient claires et précises; il ne s'agissait que d'en réclamer l'application.

C'est ce que pensait aussi le regretté Edmond de Pressensé qui, le 15 juin 1888, présentait au Sénat de France, dans un discours ému, une pétition couverte de trente mille signatures, demandant l'application des lois. Le ministre de la justice répondit que sans doute la loi était précise mais que la difficulté, quand il s'agit d'une loi pénale, c'est que les pénalités sont de droit étroit et qu'il faut que le fait incriminé rentre exactement dans les termes de la loi pour qu'il puisse être frappé. Or la loi contenant le terme d'obscène, il pouvait arriver qu'un tribunal répondit que tel écrit que l'on accusait n'était pas précisément obscène, mais qu'il n'était simplement licencieux.

C'est alors que M. le sénateur Béranger fit observer qu'à son avis une pareille théorie, si elle était émise par un tribunal, devrait être déferée par le parquet à la juridiction d'appel, en allant même jusqu'à la cour suprême.

Le Sénat accueillit à l'unanimité la demande des pétitionnaires en la renvoyant à la fois au ministre de la justice et au ministre de l'Intérieur. Et le lendemain le président du conseil faisait savoir au conseil des ministres qu'il allait adresser aux préfets une circulaire pour leur recommander de veiller avec une extrême rigueur à l'application des lois sur les publications contraires aux bonnes mœurs, de manière à répondre aux vœux exprimés la veille au Sénat.

La victoire de notre cause était absolue en principe; nous ne pouvions pas dire encore qu'elle le soit dans ses effets.

Et ce n'est pas seulement dans les difficultés juridiques que nous trouvons un obstacle, c'est surtout dans l'indifférence d'une portion considérable du public. Nous sommes au siècle des documents; on veut être renseigné, exactement renseigné sur toutes choses et la passion du document fait lire ce que sans elle on éviterait. Dans ces circonstances, la poursuite va quelquefois directement à fin contraire. Un livre ayant été récemment déferé d'office à la cour d'assises, non seulement l'auteur a été acquitté, mais l'éditeur a déclaré à l'audience que sur les 34,000 exemplaires vendus alors, 27,000 ne l'avaient été que depuis la mise en accusation de l'auteur.

Du reste, le document dont malheureusement on demeure le plus avide, c'est celui qui répond aux mauvais penchants. Nous demandons un jour à la bibliothèque d'une gare pourquoi l'étalage présentait de mauvais livres ? L'employé nous répondit que dans

une ride. Elle avait dans le regard quelque chose d'enfantin, et en même temps le sourire compatissant de celles qui ont vécu. Sa coiffe cachait la couleur de ses cheveux. C'était la « bonne mère », une grande dame qui gouvernait 200 papiers et 60 religieuses d'un signe de ses doigts de nacre.

Elle considéra un instant l'équipage arrêté devant elle. Le coin de sa bouche mince se souleva involontairement, par une surprise de sa nature qui était vive et enjouée dans le monde. Mais tout de suite la volonté reprit ce mouvement désordonné. Et elle dit, de sa voix qui n'avait ni timbre ni chant, mais très douce pourtant :

— Vous venez pour entrer chez nous ?

Le Bolloche, un peu déconcerté, répondit :

— Oui, madame, si vous avez de la place.

— Nous vous en ferons une, mon ami, et nous vous servirons de notre mieux.

— D'ailleurs, je ne vous demande pas la charité, j'apporte mon ménage.

— Et jusqu'à votre chat !

— Tout cela est à vous, reprit-il en désignant d'un geste large l'âne, la voiture et le chargement; je n'y mets que deux conditions.

— Lesquelles ?

— Tout à l'heure, une de vos inférieures...

— Vous voulez dire une de nos sœurs ?

— Oui, je suis un ancien soldat, voyez-vous : pour moi, tout ce qui n'est pas un supérieur est un inférieur. Eh bien ! votre sœur m'a appelé « petit bonhomme », je n'aime pas cela.

— Il faudra nous pardonner si nous recommandons, dit la sœur, sur le visage de laquelle le même sourire léger reparut : c'est un peu l'usage chez nous.

— Et puis, je voudrais savoir si on a la liberté de son opinion ici ? Je préfère vous le dire tout de suite, je ne crois pas à grand chose, moi, je ne suis pas dévot, je ne fais pas de monétries. Et si on n'a pas la liberté de son opinion, je me remène !

(A suivre.)

### FEUILLETON DE LA GAZETTE

## AUX PETITES SŒURS

par RENÉ BAZIN

— Au fait, tu ne sortais guère, et ils ne pouvaient pas te voir. S'ils t'avaient vu, ceux qui sont en âge de chercher femme ! Enfin, Désirée, si tu es de bon sang, comme je le crois, tu n'épouseras qu'un ancien soldat.

— Un ancien ?

— Oh ! il peut être ancien sans être vieux. Pourvu qu'il ait porté les armes et fait une campagne, cela me suffira, je serai content. Tout le monde n'est pas médaillé comme moi.

— Sans doute.

— Pour le régiment, je te laisse à peu près le choix. Un zouave me plairait mieux, naturellement. Mais tu peux aussi épouser un cavalier. Il y a aussi de beaux petits dragons.

— Bien, répondit la jeune fille, un zouave ou un dragon.

— Même un chasseur à pied, reprit Le Bolloche. C'est un corps d'élite. Mais pas un lignard, tu entends ?

— Non.

— Surtout pas un civil ! Quelle conversation aurais-je avec lui, quand je le verrai ! Rappelle-toi ça, Désirée : si tu m'amènes un bleu qui n'ait jamais servi, je refuse !

Il était un peu solennel, disant cela, un bras étendu vers la ville. Cet ancien sous-officier n'avait jamais pu se défaire d'un certain penchant au mélodrame. La solennité de ses formes ne tirait pas, d'ailleurs, à conséquence. Désirée ne l'ignorait point. Elle allait sans doute répondre non pour lui plaire. Mais voilà que Le Bolloche, machinalement, laissa ses yeux sui-

vre la direction de son bras levé, il aperçut les toits d'ardoises étagés qui luisaient sous la lune comme des écailles d'argent, la ligne montante des réverbères qui ne paraissaient que de misérables points jaunes dans l'immensité bleue de la nuit, tout le quartier qu'il parcourait si souvent depuis des années. Derrière ces fenêtres éclairées, que de gens il connaissait, tranquilles, assurés de dormir demain dans la même chambre où ils veillaient encore ce soir ! Cette pensée lui fit mal.

Il se détourna brusquement et dit :

— Rentrons, Désirée, voilà le serin qui tombe.

### II

Le lendemain, sur la route qui conduisait aux Petites Sœurs des Pauvres, à Jeanne Jugan, comme on disait dans le faubourg, l'âne traînait le plus singulier chargement qui eût jamais pesé sur son bât de misère. C'étaient d'abord, sur le siège de la charrette, Le Bolloche, en redingote marron, coiffé de sa chéchia de zouave, et sa femme, dans sa meilleure robe de futaine à carreaux, les yeux mouillés derrière ses lunettes de corne; puis, juste sur la ligne des essieux, une pyramide composée d'un coffre où se trouvaient les vêtements moins habillés du ménage, d'une caisse percée de trous qu'habitaient une famille de lapins habitués au jour crépusculaire, et, en couronnement, une bourriche d'où sortaient, en houppes blanches et noires, les plumes d'un couple de poules de Barbarie, maintenu par des baguettes; enfin, trois pots de basilic, un gros flancé de deux petits, luxurians, arrondis, superbes, amarrés par une corde sur le plancher du véhicule, terminaient le chargement en poupe. Il y avait encore, entre les bonnes gens, à la naissance des brandards, une petite chatte maigre et grise, compagne du rempailleur et qui, de temps à autre, le long de la jambe de son maître, frottait sa tête de vipère.

Tout cela s'en allait cahotant, les gens, les bêtes, les meubles, vers la demeure où tant d'épaves semblables les avaient précédés. Pour arriver il fallait



les premiers temps son patron était très sévère dans le choix de ses volumes; mais que bientôt il s'aperçut que les ouvrages honnêtes ne se vendaient pas. Alors, ajouta-t-il, nous avons pris pour maxime: il faut avoir ce qui se vend.

C'est donc avant tout au public qu'il appartient d'agir, par un remède qui est inflexible en présence d'une propagande dont le mobile est l'intérêt, c'est de s'abstenir d'acheter. Quand le public n'achète plus ces œuvres, ces œuvres cessent d'être publiées. Puisque notre congrès concourt à ce résultat, en renseignant le public sur des faits dont souvent on ignore la gravité et en déterminant un véritable mouvement dans l'opinion.

Ce mouvement est indispensable. Nous avons par exemple parmi nos amis deux alliés naturels, qui sentent bien que c'est leur cause que nous soutenons, ces deux alliés sont la presse et l'Etat; la presse, dont la juste gloire peut craindre d'être obscurcie par un voisinage compromettant; l'Etat, dont les œuvres les meilleures sont minées par un ennemi souvent presque insaisissable. Mais l'un et l'autre sont en droit d'attendre que nous, public, nous prenions l'initiative de la résistance et que nous les pressions d'y coopérer.

Nous n'ignorons pas, en effet, la nature de l'esprit de contradiction. Si l'autorité temporise, on l'accuse d'inertie; si elle déploie du zèle dans la répression des abus, si elle trouve des esprits mécontents qui l'accusent d'abus elle-même de son droit et qui peut-être présenteront les coupables comme des victimes. Si les journaux parlent contre la presse immorale, nous ne serions pas surpris d'entendre les mêmes esprits leur reprocher de manquer de générosité et de montrer quelque jalousie en attaquant des confrères; et cependant, singuliers confrères, en vérité! Si donc nous voulons que la presse et que l'autorité puissent agir, c'est à l'opinion publique à les y solliciter par une claire manifestation de son sentiment. Et c'est dans ce but surtout que nous avons convoqué notre congrès, car un congrès n'est-il pas un appel à la coopération générale? Il fera sentir l'importance que nous attribuons à la question et le désir que nous avons de voir le public en réclamer vigoureusement la solution.

Nous pouvons aujourd'hui déjà le remercier de l'assentiment dont il nous entoure et dont il nous donne des preuves bien dignes d'être relevées.

Nous avions désiré l'associer d'emblée à nos travaux en lui demandant de coopérer par ses souscriptions aux frais divers, surtout de publicité, que nécessite notre assemblée; et le public a répondu en nous envoyant plus de 3000 francs, dont affectueux de plus de trois cents souscripteurs. C'est une somme que nous sommes loin d'avoir employée, mais dont le surplus nous servira à poursuivre l'œuvre commencée et servira surtout à nous encourager, comme témoignage d'une sympathie dont nous sommes profondément reconnaissants. Nous le sommes spécialement de la souscription de la Société suisse et de la Société vaudoise d'utilité publique et de la lettre chaux-leuse que cette dernière a bien voulu nous adresser. Une lettre particulièrement cordiale nous est parvenue de notre honorée correspondante, l'Association allemande pour la propagation des bons livres, dont le siège est à Weimar.

Nous sommes reconnaissants des lettres bienveillantes que nous avons eu l'honneur de recevoir du haut Conseil fédéral et de plusieurs des conseillers d'Etat de nos cantons, dont plusieurs aussi sont représentés officiellement dans notre assemblée par un de leurs membres.

De ce nombre est le canton de Berne qui veut bien aussi nous recevoir dans la salle de son Grand Conseil et dont la capitale nous accueille, représentée par plusieurs de ses magistrats.

Je mentionne enfin la présence de M. le conseiller fédéral Schenk, chef du département de l'intérieur, qui a bien voulu accepter la présidence d'honneur de notre congrès. Il est parmi nous comme le représentant de cette Patrie, dont la Suisse célèbre il y a deux mois le sixième centenaire et à la prospérité de laquelle nous sommes assurés de contribuer quand nous nous efforçons, comme nous le faisons aujourd'hui, de maintenir dans la génération contemporaine les sentiments de justice et de dévouement qui seuls ont rendu possible sa fondation.

Après le discours de M. Nef, très longuement et chaleureusement applaudi, M. Ed. de Charrière, de Genève, secrétaire du congrès, a lu un long et substantiel exposé général de la situation en Suisse, exposé qui a été beaucoup applaudi aussi. On a entendu ensuite les rapports de différents délégués: M. Alphonse Burchard pour Bâle, Eugène Courvoisier pour Neuchâtel, James Courvoisier pour la Chaux-de-Fonds, Fröhlich pour Zurich, Beck pour Berne, Schmidt pour Aarau, et Doret pour Genève. M. Rostand (Marseille), invité à prendre la parole, a appuyé sous certaines réserves l'idée d'un congrès international. M. Eggmann a apporté les salutations de la Société chrétienne des études sociales, et M. Frank Lombard celles de la Société genevoise d'utilité publique.

La séance a été levée vers 7 heures.

## Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 28 septembre.

M. Ribot à Bapaume. — M. Barbey à Fréteval. — La fin des vacances. — Un démenti de M. Buffet.

Le discours prononcé par M. Ribot à Bapaume, applaudi avec enthousiasme par tous ceux qui l'ont entendu, est apprécié de la manière la plus favorable par la presse française. En Europe aussi, s'il faut en juger par les quelques dépêches déjà reçues sur ce sujet, on approuve hautement l'esprit de modération, les assurances pacifiques qui ont inspiré le ministre. Son langage a été exactement conforme à celui du président de la République et des ministres qui ont touché à la politique étrangère. Si l'on peut découvrir une nuance, ce serait dans la façon plus catégorique encore dont M. Ribot a parlé de la place reconquise par la France en Europe, et dans les développements qu'il a donnés à la situation nouvelle résultant de l'entente avec la Russie.

C'est ce point qui intéresse naturellement le plus le public français. Ce sont donc les passages relatifs à la réception de Cronstadt et à ses conséquences qui ont été ici les plus remarqués. Le ministre a eu soin de ne pas présenter l'entente franco-russe comme une sorte d'événement fortuit, résultant de la force même des choses et qui n'aurait été prévu ni préparé par personne. Cela, c'est la version des organes de l'opposition constitutionnelle, qui avaient trouvé ce moyen de ne pas rapporter au gouvernement républicain le mérite du résultat obtenu.

Bien au contraire, M. Ribot a parlé de vingt ans d'efforts continus, de la part de tous les

ministères qui se sont succédé pendant cette période, en réservant uniquement pour le cabinet actuel le mérite d'avoir compris que le moment de la réalisation était venu. Cet acte de justice du ministre des affaires étrangères envers ses prédécesseurs n'a pas été un des points les moins remarqués de son discours. Quelques journaux de la droite le soulignent en nommant le duc Decazes comme ayant été surtout présent dans la pensée de l'orateur.

Inutile d'ailleurs d'insister sur un discours dont vous publiez sans doute les passages essentiels. Vos lecteurs jugeront ainsi par eux-mêmes de l'élévation des sentiments de l'orateur et de la vigueur de son talent. M. Ribot a été l'un des ministres les plus attachés vers la fin de la session dernière. Comme il n'est guère un favori des radicaux, toute une fraction du parti républicain n'avait pas vu avec un trop vif déplaisir l'échec momentané qu'il avait éprouvé après une des innombrables interpellations de M. Laur. Aujourd'hui il ne reste plus trace de cet échec. Si le cabinet, dans son entier, doit se présenter à la rentrée avec la pleine assurance de posséder la confiance de la majorité, on peut en dire autant de M. Ribot personnellement. Tous ceux qui désirent le voir rester longtemps en possession du portefeuille des affaires étrangères, ne peuvent donc que s'applaudir de l'occasion qu'il a eue dimanche de parler au pays et de se faire apprécier à sa valeur.

A l'inauguration du monument de Fréteval, c'est M. Barbey qui représentait le gouvernement, les soldats morts dans le combat du 13 décembre appartenant surtout à la marine. Dans le discours qu'il a prononcé au cimetière, le ministre a fait aussi un rapprochement entre les souvenirs de la guerre sanglante de 1870 et l'heure actuelle « où la fortune semble de nouveau sourire à la France ». « C'est, dit-il, lorsque le mot de confiance est sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs, que les cérémonies patriotiques comme celle de Fréteval ont leur enseignement et leur portée: en nous retraçant nos désastres, elles nous tracent aussi notre devoir et nous inspirent des résolutions viriles. »

Les vacances parlementaires vont ainsi se terminer dans de toutes autres préoccupations que celles des discussions politiques des années précédentes. Espérons qu'après la rentrée, les querelles de groupes et de partis ne reprendront pas le premier rang.

M. Buffet fait démentir par le *Gaulois* la nouvelle, donnée par la plupart des journaux, qu'il aurait porté à Mirecourt un toast au président de la République. M. Carnot, ni la République ne s'en portera plus mal. Il faut reconnaître d'ailleurs que le sénateur de la droite ne s'indigne nullement du rôle qu'on lui faisait jouer. Il se borne à déclarer que son toast ne s'adressait qu'aux lauréats du concours agricole, et ne contenait aucune allusion politique.

C'est dimanche, ou lundi prochain que M. Carnot doit quitter Fontainebleau, pour s'installer de nouveau à l'Elysée.

## Lettre de Haïti.

(De notre correspondant particulier.)

Gonaïves, 1<sup>er</sup> septembre.

La naissance d'un homme. — Baptêmes et baptême. — Le sixième centenaire de la Confédération suisse à Haïti.

Je crois vous avoir parlé des cérémonies macabres de notre contrée; les naissances donnent aussi lieu à des manifestations dont nous n'avons pas l'habitude en Europe. Quand un enfant est sur le point de venir au monde, toute la ville en est prévenue, et le jour de l'événement la maison est assaillie par une bande de femmes, de commerçants, aussi importunes que nombreuses. Si tout se passe bien, et que la mère et l'enfant soient en bonne santé, les amis et connaissances défilent toute la journée dans la chambre de l'accouchée; celle-ci, son bébé à côté d'elle, ne cesse de distribuer des poignées de main jusqu'au soir.

Chez les gens aisés, le baptême est un branle-bas général, où toute la jeunesse de la ville est conviée, et où le champagne coule à flots; on danse depuis quatre ou cinq heures du soir et jusqu'à minuit généralement.

Mais les baptêmes qu'on célèbre en plus grande pompe sont ceux des choses de l'Eglise: cloches, autels, statues, etc. J'ai en le privilège d'assister à une de ces cérémonies; elle vaut la peine d'être contée.

Il s'agissait de baptiser deux saints tout fraîchement débarqués d'Europe, dans un village des mornes, à dix lieues de la ville. Nous avons organisé une cavalcade mixte des plus amusantes pour nous y rendre. Le samedi matin à trois heures nous étions déjà à cheval, courant la ville, pour nous occuper, les uns, des provisions, les autres, de leurs « commères ». Au soleil levant nous étions tous réunis dans un jardin à l'entrée de la ville pour boire le coup de rhum du départ et mettre les dames en selle. Nous emmenions avec nous cinq mules portant les provisions, les couvertures, les domestiques et la cuisinière.

Le chemin est d'abord aride, et nous bénissons le soleil de rester caché derrière les nuages. Arrivés à un vaste carrefour, où un reste d'obélisque du temps des colons, indique les grandes routes de l'intérieur, nous prenons celle du Cap. C'est ensuite un petit col d'où la vue s'étend, magnifique, sur la plaine fermée par la ligne bleue de la mer. Plus loin, nous cheminons par des ravines; il y a de petites rivières à traverser. Nous voici au cœur des mornes: la première étape est finie. Le lendemain nous aurons encore deux lieues jusqu'à Ennery, le but de notre pèlerinage.

Le campement est pittoresque: nous déjeunons au bord de l'eau près d'une hutte qui nous abritera pour la nuit. Tout le monde est en gaité: les toasts succèdent aux mauvais calembours, les gymnastes de la troupe essayent de grimper aux grandes lianes, et chacun s'en va faire un bout de sieste où bon lui semble. Je n'ai pas l'intention de vous raconter par le menu ce piquet-mique qui ressemble à tous les autres, qu'ils aient lieu sous le soleil des Antilles ou celui d'Europe, flâneries, refrains nègres, bons rires, vous devinez tout cela. Le soir, dans la hutte divisée en deux compartiments, l'un masculin, l'autre féminin, de graves discussions s'élèvent à propos de deux matelas que sept hommes doivent se partager: la politique s'en mêle pour déterminer le rang des places, puis tout finit par s'apaiser.

Le lendemain, avant le jour, nous sommes en selle; la route est admirable par cette fraîcheur matinale, bordée de chaque côté d'un impénétrable mur de feuillage. La rivière capricieuse, qu'il faut traverser plus de quatorze fois, zigzaguant devant nous, disparaît sous la verdure, s'étale en bassins bleus qui feraient des baignoires délicieuses!

Nous arrivons enfin au bourg d'Ennery, déjà tout en fête. Figurez-vous une large vallée en plein soleil, au milieu de hautes montagnes, et quelques maisons nettes de bois sur un mamelon.

La messe est commencée; nous y allons en costume de voyage, tandis que tout le monde est endimanché; les généraux sont en grandissime tenue. L'église est un simple petit hangar où il n'y a de place que pour l'autel, le prêtre et quelques privilégiés. Le gros de l'assemblée reste dehors sous une tonnelle recouverte de branches de palmier. Toute l'armée est là aussi, en rangs serrés, avec ses files et ses tambours, qui accompagnent les enfants de chœur.

Après la messe nous allons nous rafraîchir chez le petit abbé qui dessert la paroisse; c'est un vaillant que ne rebute aucune difficulté. Il bâtit une église neuve à côté de l'ancienne: une belle construction en pierre dont les quatre murs sont déjà debout. Elle avance quand il a de l'argent pour payer ses ouvriers, mais le plus souvent il travaille seul avec un maçon, sans désespérer pourtant. On a profité de l'affluence des visiteurs pour ouvrir une liste de souscription à la grande joie du prêtre.

Une singulière animation règne dans le hameau après la cérémonie religieuse: ici l'on danse au son d'un tambour nègre et d'un accordéon; dans la rue les officiers font piaffer leurs chevaux à l'ébahissement de la population. Ailleurs on déjeune joyeusement et bruyamment.

Pais on selle les chevaux, les dames qui avaient quitté leurs amazones pour des toilettes de parade, les remettent et tous les citoyens s'en vont.

Nous avons de nouveau dix lieues de route devant nous et la nuit nous surprend avant notre arrivée, sans calmer notre gaieté.

Mes compatriotes et moi, nous avons lu avec émotion les journaux suisses racontant les solennités du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>o</sup> août. Par une curieuse coïncidence, trois d'entre nous se rencontraient le dimanche matin, au bord de la rivière, pour le bain quotidien. Et au retour, en voiture, nous avons aussi « manifesté » notre cœur à battu à l'unisson du vôtre pendant un instant. Nous n'avions ni drapeaux, ni fanfares, ni canons, ni sonneries de cloches, mais nous avons vigoureusement entonné les uns après les autres tous les chants patriotiques de notre répertoire.

## NOUVELLES POLITIQUES

Un discours de M. de Caprivi.

Cologne, 28 septembre.

On mande d'Osnabrück à la *Gazette de Cologne*: Le chancelier de l'Empire, sur l'invitation de la ville d'Osnabrück, et à l'occasion du jubilé du 78<sup>e</sup> régiment d'infanterie, a visité la salle de la Paix de l'hôtel de ville, où l'on a conclu, en 1648, le traité de Westphalie.

Il a répondu à l'allocution du bourgmestre par un long discours, dont voici les principaux passages:

« Un coup d'œil jeté sur le passé montre ce que le présent a su conquérir: les craintes relatives à la durée de l'état de choses actuel ne sont pas fondées: Aucun homme d'Etat n'a le désir de troubler la paix et de provoquer une guerre européenne; les relations plus étroites qui se sont établies entre différents Etats dans ces derniers temps ne donnent pas lieu non plus à des appréhensions; ces rapprochements ne constituent pas une autre chose que l'établissement de l'équilibre européen tel qu'il existait autrefois.

« Aucun des gouvernements européens, autant que je puis le prévoir, ne souhaite une guerre qui dépasserait en calamités et en conséquences toutes les guerres antérieures.

« Les difficultés intérieures qui préoccupent l'empereur seront également réglées d'une manière satisfaisante, mais il faudra peut-être pour cela quelques dizaines d'années. Dans la question très importante des rapports entre les classes, le gouvernement est aussi bien celui des ouvriers que celui des patrons. Quand les affaires des patrons vont mal, les ouvriers sont les premiers à en souffrir.

« Le général de Caprivi a ajouté qu'il y avait probablement aussi, parmi les représentants de la ville d'Osnabrück, des personnes au cœur desquelles il avait été difficile de s'accommoder de la situation actuelle, mais que ces personnes devaient juger les choses, non pas avec leur cœur, mais avec leur raison et qu'elles reconnaîtraient alors la nécessité de la situation actuelle.

Le chancelier de l'Empire a fait, en outre, allusion aux hommes auxquels on doit le nouvel état de choses et a fait, en particulier, ressortir les services rendus par M. de Bennigsen, président supérieur de la province de Hanovre, qui assistait à la cérémonie.

## INFORMATIONS DIVERSES

Les étrangers en France.

D'une statistique récemment dressée par le ministère de l'intérieur de France, il résulte que le nombre des étrangers résidant dans ce pays s'élève à 1,200,000 environ.

Plusieurs journaux se montrent fort alarmés de ce chiffre et demandent l'établissement d'un impôt spécial sur les ouvriers qui n'ont pas la nationalité française. Le gouvernement lui-même semble disposé à faire un premier pas dans cette voie, puisque le projet de loi relatif à l'institution d'une caisse des retraites ouvrières, projet présenté récemment par M. le ministre de l'intérieur, oblige les patrons à payer une taxe de dix centimes par journée de travail pour chacun de leurs ouvriers non français. C'est une sorte de droit protecteur, ou si l'on aime mieux, de droit compensateur.

« On trouvera sans peine, dans nos Chambres, dit le *Journal des Débats*, beaucoup de députés et de sénateurs tout prêts à accueillir, sur ce point, les propositions du gouvernement, et même à enchaîner sur elles. L'idée d'impôts spéciaux à établir sur la main-d'œuvre étrangère est une idée populaire: elle est très goûtée dans les réunions publiques. Il est pourtant fort à souhaiter qu'elle ne trouve pas d'application. Les gens qui la soutiennent oublient que, si nous donnons en France l'hospitalité à un grand nombre d'étrangers, beaucoup de nos compatriotes sont, par contre, établis au dehors, et seraient immédiatement victimes de représailles si nous prenions des mesures d'exception contre les nationaux des pays qu'ils habitent.

Il est bon de se rappeler, en outre, que la grande majorité des ouvriers qui viennent du dehors gagner leur vie chez nous y accomplissent des besognes dont nos propres compatriotes ne veulent pas se charger. La plupart des 350,000 Belges et des 300,000 Italiens occupés en France y font des terrassements ou des travaux champêtres pour lesquels on ne trouve pas assez de bras parmi les Français eux-mêmes. Un impôt établi sur eux ne profitera pas le moins du monde au « travail national », mais rendra les constructions de chemins de fer et de routes un peu plus chères, et les récoltes un peu plus coûteuses. Cette aggravation de charges et la création de quelques nouveaux fonctionnaires seront les seuls résultats pratiques de la

prétendue « mesure de protection » réclamée à si grand bruit.

## L'accident de Gand.

Dimanche se donnait à Gand une grande fête au profit de la caisse des pensions de l'Association générale de la presse belge.

De grands préparatifs avaient été faits et de vastes estrades avaient été élevées au boulevard de l'Heurnisse.

La fête devait se terminer par un défilé patriotique.

Un entrepreneur, M. Stevens, s'était chargé de la construction des estrades. Elles comportaient 800 mètres carrés. Huit mille personnes assistaient à cette fête qui avait brillamment commencé et le public avait accueilli les premiers exercices avec beaucoup d'enthousiasme.

Tout à coup, au moment où la foule trépidait pour applaudir, un sinistre craquement se fit entendre, en même temps que des cris terribles s'élevèrent de toutes parts. La plus grande des tribunes contenant 1600 personnes environ, venait de s'écrouler.

Ce fut, dans le premier moment, une mêlée indescriptible. Tout le monde fuyait, éperdu; une bousculade effroyable menaçait de causer de nouveaux malheurs. Des femmes, des enfants, étaient foulés aux pieds.

Pendant ce temps, les assistants qui venaient d'être victimes de ce terrible accident gisaient par terre, la plupart évanouis, et presque tous grièvement blessés.

Quand on se fut rendu compte de la situation, on accourut à leur secours et on s'occupa de les arracher à leur situation critique.

Il y avait une vingtaine de blessés, dangereusement atteints et une trentaine environ de personnes contusionnées plus ou moins grièvement.

Quelques-uns des blessés purent être reconduits chez eux en voiture; d'autres furent transportés en civière à l'hôpital, et l'un de ces derniers, l'entrepreneur des tribunes lui-même, M. Stevens, mourut quelques minutes après son arrivée.

Parmi les blessés se trouve le commandant de place, M. le colonel Bogaert, qui s'est cassé la jambe.

## Vive la moustache!

Aux cris de: « Vive la sociale! Vive la révolution! » qui retentissent d'habitude dans la grande salle des réunions à la Bourse du travail de Paris avaient succédé, samedi après-midi, les cris de: « Vive la moustache! » Et pendant deux heures, au milieu des applaudissements, est revenu sans cesse le même cri: « Vive la moustache! » poussé par quatre cents garçons limonadiers et restaurateurs qu'avait conviés le « comité de propagande pour le libre port de la barbe ».

Déjà, au mois de juin, une réunion semblable avait eu lieu au même endroit et, d'après les promesses de plusieurs patrons, les intéressés avaient espéré voir bientôt leurs desirs se réaliser. Hélas! il n'en a rien été, et ils ont été obligés ces jours-ci de faire appel de nouveau aux patrons dans les termes suivants:

Nous voulons encore une fois affirmer pacifiquement et d'une façon digne notre droit de porter la moustache comme tout autre homme.

Ce droit, nous le possédons évidemment; mais comme nous comprenons parfaitement qu'il est impossible à chaque patron d'agir isolément, sans courir le risque de se voir abandonner des quelques clients qui pourraient trouver chez son concurrent des garçons aux visages façonnés à leur guise, nous avons résolu de provoquer une grande réunion patronale dans laquelle tous les assistants décideront ensemble d'accomplir ou non cette réforme.

De cette manière, toutes les maisons de Paris adopteront en même temps la nouvelle mode, et nous sommes persuadés que les clients s'y habitueront aussi bien qu'ils s'habituent, à chaque changement de saison, à voir leur tailleur leur faire un vêtement de coupe différente.

Très peu de patrons avaient répondu à cet appel. Cependant, l'un d'eux, M. Catelain, membre du conseil de l'Union syndicale des patrons restaurateurs, a pris énergiquement, au début, la défense du « libre port de la barbe ».

« Je ne crains pas, a-t-il dit en substance, de porter trop haut le débat. Il s'agit ici de la dignité humaine. On a négligé le côté le plus important de la question. Il y a cent ans, sur une proposition de MM. de Noailles et de Montmorency, l'Assemblée constituante a décrété, le 20 juin 1790, « que nul ne pourra raser sa barbe sans en avoir obtenu la permission de son supérieur ». Or, cette loi, on vous oblige à la porter sur la face. On vous en soumet le visage. Loin de fortifier dans les citoyens le sentiment de la dignité humaine, base de notre civilisation, on porte atteinte à cette dignité.

Il ajoute que les membres du conseil syndical patronal peuvent faire adopter pacifiquement cette mesure.

Le président Bigex et le secrétaire Thone déplorent l'absence des patrons.

Le secrétaire, d'humeur plus tragique, évoque le souvenir de Bazaine et de Bismarck à propos de M. Marguery qui, dit-il, « a ensorcelé les limonadiers avec ses paroles mielleuses ».

« Oui, insiste M. Durieux, M. Marguery a dit que nous étions stériles du succès, parce que nous avions les femmes pour nous, et cependant il n'a pas fait comme ce directeur d'une compagnie de voitures qui a permis à ses cochers de porter la moustache à la seule condition d'être polis envers les clients. Nous sommes 20,000 garçons attendant le droit de porter sur la face ce que la nature nous a donné ».

On lit ensuite une longue lettre de M. Marguery, qui déclare que, sur 100 patrons consultés, 92 sont opposés au port de la barbe, 4 en sont partisans et 4 sont indécis. « Président de ma chambre syndicale, dit-il, je ne pouvais appliquer chez moi une mesure que réprouvaient mes collègues ».

Cette réponse soulève de véhémentes protestations. Trois à quatre assistants s'écrient même: « A l'eau, Marguery! » Mais le président rappelle l'assemblée au calme, et, après avoir affirmé qu'on ne songeait nullement à faire une « impossible actuellement dans la corporation », on décide de faire de nouvelles démarches auprès des patrons et de les convoquer à une réunion ultérieure, et l'on vote un ordre du jour se terminant ainsi:

« Et les garçons restaurateurs décident qu'après cette réunion où tous les patrons prendront certainement en commun la résolution de leur donner satisfaction à date fixe, ils laisseront tous, à partir de cette date, pousser leur moustache et que, si quelques patrons récalcitrants congédient leurs employés pour avoir repris le libre exercice de leur droit, ils constitueront par voie de cotisation journalière entre tous les garçons travaillant une caisse de résistance avec laquelle ils soutiendront ceux de leurs camarades souffrant pour la cause commune ».

La séance est levée aux cris répétés de: « Vive la moustache! »

(Temps.)

## CONFÉDÉRATION SUISSE

Gymnastique. — L'assemblée des délégués de la Société fédérale de gymnastique est convoquée à Berne pour les 24 et 25 octobre. Elle aura entre au-

tres à faire choix de la localité dans laquelle sera célébrée la fête fédérale de gymnastique de 1894. En outre, elle devra arrêter les listes de présentation pour le renouvellement du comité central, du jury et du bureau de l'assemblée des délégués.

Le dimanche 25 octobre aura lieu l'inauguration du monument élevé à Berne à « papa Niggeler », le vieux maître qui a tant travaillé au développement de la gymnastique en Suisse.

## Le canal de Hagneck.

Une nombreuse assistance suivait, mercredi soir, à l'hôtel de la Couronne, à Bienne, une intéressante conférence de M. le lieutenant-colonel Will, de Nidau, sur l'utilisation des forces hydrauliques du canal de Hagneck pour l'industrie et les services publics.

On sait que par la correction des eaux du Jura, l'Aar a été conduite à Hagneck dans le lac de Bienne. La pente du canal creusé est relativement très forte, aussi déjà en 1880 l'utilisation du courant comme force motrice fit-elle l'objet d'un rapport officiel de M. La Nica, membre de la commission de la correction des eaux du Jura. Cette communication n'eut pas d'écho en ce moment.

Cinq ans plus tard, les applications de l'électricité ayant fait d'immenses progrès autorisant l'espoir de pouvoir utiliser à distance la force disponible à Hagneck, les communes du district de Nidau s'adressèrent aux autorités cantonales à l'effet d'obtenir une concession.

La réponse à cette demande fut négative pour des motifs techniques et parce qu'éventuellement l'entreprise de la correction des eaux du Jura s'occuperait elle-même de la chose.

En 1890, l'Etat se déclara disposé à accorder la concession. Nidau et Tœuffelen prirent, à la date du 16 avril 1891, des décisions demandant formellement la concession des forces motrices de Hagneck. Les communes de Hagneck, Bienne, Cerlier et Neuveville s'unirent plus tard aux deux précédentes. La concession fut accordée par le conseil exécutif le 28 mai 1891.

Les travaux doivent être commencés dans deux ans et achevés dans six ans.

D'après un projet élaboré par M. Grosjean, ingénieur à Bienne, les frais de l'entreprise ne dépasseront pas 1000 fr. par force brute de cheval et atteindront au total 900,000 fr. environ. Pour l'intérêt du capital de construction, entretien, etc., une somme de 140,000 fr. serait nécessaire.

Le projet prévoit provisoirement quatre turbines de 250 chevaux. La chute utilisable du courant est de 3.5 m. Il n'est pas encore établi de quelle manière aura lieu la transmission de la force motrice. Cette question dépend des calculs de rendement et des frais. Le comité qui a été placé à la tête de l'entreprise espère pouvoir déposer un rapport détaillé et ainsi les travaux pourraient être entrepris déjà l'hiver prochain, si non toute une année serait perdue, car par les hautes eaux de l'été il serait impossible de s'y mettre.

## Les courses de chevaux de Zurich.

Zurich, 27 septembre.

Voici les résultats de la première journée:

I. Trot monté pour chevaux suisses, 2400 mètres: 1<sup>er</sup> Kan, à M. Knecht, Zurich, 4 minutes 36 secondes; 2<sup>es</sup> Tentative, à M. Schlendenhaufen, à Carouge, 4 m. 49 s.; 3<sup>es</sup> La Bourbaine, au même; 4<sup>es</sup> Jambes-de-Bois, à M. Widmer, à Nyon; 5<sup>es</sup> Magny, à M. Lizon, à Nyon; 6<sup>es</sup> Valor, à M. Brunner, la Chaux-de-Milieu.

A l'exception du premier, tous ces chevaux ont déjà couru à Yverdon, cette année, et sont bien connus des amateurs de la Suisse romande.

II. Course plate au galop pour tous chevaux: 1<sup>er</sup> Rose d'or, pur sang anglais, à M. Bachofen, à Bâle, 2<sup>es</sup> Satan, 3<sup>es</sup> Eleada, tous deux à l'Association hippique de Genève.

III. Cross-country, pour sous-officiers et soldats de l'armée suisse montant leurs chevaux de service: 1<sup>er</sup> Voglin, maréchal-de-logis de dragons, à Hochwald; 2<sup>es</sup> Jaquière, dragon, à Cronay, montant son excellent Mustang.

IV. Steeplechase, pour les membres du Rennverein: 1<sup>er</sup> Nickel, à M. Heidenhaus, à Genève; 2<sup>es</sup> Flandre, à l'Association hippique de Genève; 3<sup>es</sup> Noyelles, à M. Muller, à Lucerne.

Magali, arrivé premier, a été disqualifié, pour avoir cherché à couper Nickel.

V. Cross-country, pour gentlemen riders: 1<sup>er</sup> M. Baumann; 2<sup>es</sup> M. Hürimann, capitaine de cavalerie, tous deux de Zurich.

## Lettre de Neuchâtel.

(De notre correspondant particulier.)

Neuchâtel, 27 septembre.

Encore un congrès.

Depuis hier, siège à Neuchâtel le congrès de l'association littéraire et artistique internationale. Cette association a pour but d'assurer, par une législation uniforme en tous pays, la protection des droits d'auteur. C'est en partie à son initiative qu'on doit la création de l'Union internationale dont les bureaux sont à Berne.

L'association littéraire a déjà tenu ses assises dans plusieurs capitales et devait se réunir à Berlin cette année. Vous vous rappelez que ce projet a dû être abandonné à la suite d'incidents que la presse a rapportés. L'association s'est alors rabattue sur la Suisse et a choisi Neuchâtel comme lieu de réunion.

Un comité s'est formé, sous la présidence de M. Cornaz, conseiller d'Etat, pour recevoir le congrès et lui faire les honneurs de notre ville.

La séance d'inauguration a eu lieu hier, à 5 heures, dans la salle du Grand Conseil. M. Cornaz a souhaité en termes élevés et cordiaux la bienvenue à nos hôtes. M. Pouillet, avocat, lui a répondu en termes très aimables pour notre pays et a exposé les principes et le but de l'association dont il est le président.



grettable petit incident international est absolument clos.

Une réception des membres du congrès, au cercle du Musée, avec concert donné par l'Orphéon et l'orchestre de St-Cécile, a terminé la soirée. Aujourd'hui, le programme annonce une course à l'île de St-Pierre. Mais il pleut à torrents et le vent d'ouest — Jean d'Yverdon, comme on dit ici, — soulève les ondes grises sous un ciel bas. A moins que le temps ne se lève d'ici quelques heures, la promenade est bien compromise.

Demain, commenceront les travaux du congrès : le programme annonce des rapports sur la loi anglaise et américaine. Mardi, un banquet sera offert aux congressistes, à Chancé, près Cortaillod, par les autorités cantonales et communales de Neuchâtel. Une réception aura lieu ensuite chez M. Alfred Borel, dans sa campagne de Bevaix. Vendredi, excursion au Saut du Doubs et dîner offert par l'association.

J'aurai probablement l'occasion de revenir sur les travaux du congrès et sur les divertissements qui alternent avec ses graves séances.

Neuchâtel, 28 septembre.

Hier après-midi, les membres du congrès de l'association littéraire ont fait une excursion en bateau à vapeur sur les lacs de Neuchâtel et de Bière et à l'île Saint-Pierre, où une collation a été offerte aux congressistes.

M. Philippe Godet a fait une causerie charmante sur Jean-Jacques Rousseau, qui habita l'île pendant deux mois. M. Godet a porté un toast applaudi à la dignité et à l'indépendance de la pensée humaine.

Ce matin, commencement des travaux du congrès.

Après avoir entendu un rapport de MM. Morel et Rothlisberger, du bureau de l'Union à Berne, sur le projet de loi anglaise sur le droit de reproduction, le congrès a adopté le vœu suivant :

Le congrès de 1891, réuni à Neuchâtel, émet le vœu que les différentes sociétés littéraires ou artistiques de tous les pays s'efforcent de présenter au gouvernement de la Grande-Bretagne le résumé des observations suggérées par l'étude et la discussion du projet de loi sur le Copyright, dit projet de loi Monkswell.

## NOUVELLES DES CANTONS

**BERNE.** — Pendant que le grave congrès des accidents du travail siège à Berne, les enfants qui fréquentent les écoles de la Langgasse ont préparé une exposition qui, pour être modeste, n'en offre pas moins le plus grand intérêt. L'hiver dernier, M. le Dr Guillaume avait fait une conférence sur l'utilité qu'il y aurait à donner aux enfants le goût de la culture des fleurs. Cette idée a été mise en pratique. Ce printemps, on a distribué des graines et de jeunes plants aux écoliers, et maintenant l'exposition de fleurs qu'on organise va faire connaître le résultat obtenu. Le nombre des plantes exposées est d'environ 600 et celui des exposants 310. Le public est admis à visiter cette exposition moyennant une entrée de cinquante centimes, dont le produit sera destiné à donner à chaque enfant un livre de caisse d'épargne scolaire avec une inscription de son franc.

**GENÈVE.** — Au Grand Conseil, M. Chauvet a lu le rapport de la commission du budget.

La commission a dû apporter au projet du Conseil d'Etat d'assez nombreuses modifications, qui proviennent surtout : 1° du fait que ce n'est qu'à la rentrée des classes, en septembre, que le département de l'instruction peut établir ses prévisions sur des bases certaines ; 2° du vote par le Grand Conseil des lois cantonales sur l'organisation judiciaire et la poursuite pour dettes et la faillite. On ne peut faire encore que des hypothèses sur les conséquences financières de ces lois. A cet égard, le budget doit être considéré comme un budget de transition.

Les recettes sont prévues en chiffres ronds à 5 millions 622,000 fr. les dépenses à 5,701,000 fr., laissant un déficit de 79,000 francs au lieu des 27,000 prévus dans le projet du Conseil d'Etat.

La discussion a été renvoyée à la prochaine séance.

M. Richard, conseiller d'Etat, a présenté le projet d'arrêté législatif approuvant la création à l'Université d'une chaire de langues romanes et d'une chaire de langues indo-européennes. Le projet a été renvoyé à une commission composée de MM. Blondel, Fontana, Gampert, Malet et Lachenal.

**NEUCHÂTEL.** — Les délégués des sections de l'association patriotique radicale sont convoqués pour le dimanche 11 octobre, au collège de Corcelles, pour délibérer sur l'article de la constitution fédérale relatif aux billets de banque et sur le nouveau tarif douanier.

— La Banque cantonale neuchâteloise a élevé son escompte à 4 0/0.

## CANTON DE VAUD

**Expulsion.** — Le Conseil d'Etat a rejeté le recours de l'italien Germain et maintenu l'arrêté d'expulsion rendu contre lui par le préfet de Lausanne.

On écrit à ce propos de Lausanne au *Genevois* que dimanche soir, à l'assemblée ouvrière de la Tonhalle, sur la proposition de M. Fauquez, un ordre du jour blâmant énergiquement la mesure du gouvernement a été voté à l'unanimité. Il a également été décidé de recourir immédiatement au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et enfin au Tribunal fédéral. On s'adresserait en dernier lieu au consul italien.

**CLARENS.** — Samedi soir, M. de Staal, ambassadeur de Russie à Londres, est venu rejoindre sa famille qui séjourne depuis quelque temps à l'hôtel Roy.

**CULLY (Cort).** — Samedi soir à 8 h. 1/2, au passage à niveau à l'orient de Cully, un des charretiers de M. Perret, vouturier à Lausanne, s'est laissé tomber de son char et a été tué sur le coup. Sa mort a été instantanée, une des roues du char lui ayant écrasé la tête.

Le malheureux conduisait du mobilier de Montreux à Lausanne. Les chevaux sont arrivés seuls à Cully et ils auraient certainement dépassé cette localité si des personnes stationnant dans la rue ne les avaient pas arrêtés.

A l'endroit où l'accident est survenu, la voie ferrée coupe obliquement la route de Lausanne à St-Maurice. Les vouturiers considèrent ce passage comme particulièrement dangereux ; il a déjà causé cinq ou six accidents. Ne pourrait-on pas l'améliorer avant qu'on ait à enregistrer un nouveau malheur ?

**LA SARRAZ.** — On écrit de La Sarraz à la *Feuille d'avis* qu'on a accueilli avec une incrédulité presque unanime l'explication officielle des cas d'empoisonnement par la viande gâtée de Ferreyres, attendu qu'on sait parfaitement qu'aucun cas n'est survenu d'empoisonnement par la viande gâtée de Ferreyres, attendu qu'on sait parfaitement qu'aucun cas n'est survenu d'empoisonnement par la viande gâtée de Ferreyres, attendu qu'on sait parfaitement qu'aucun cas n'est survenu d'empoisonnement par la viande gâtée de Ferreyres.

Nous laissons, il va sans dire, au compte de la *Feuille d'avis*, cette histoire de chevreaux, sur laquelle nous n'avons aucun renseignement.

## LAUSANNE

**Accident.** — Un triste accident est survenu dimanche matin, à la rue du Pré. Une dame Bérard était assise à une fenêtre du troisième étage, tenant dans ses bras sa petite fille, âgée de dix mois. Tout à coup, à la suite d'un faux mouvement, elle laissa tomber l'enfant dans la rue. La petite fut relevée encore vivante, mais on ne sait si on pourra la sauver.

**Concerts.** — Demain, mercredi, à 8 heures du soir, la chapelle du régiment badois en garnison à Mulhouse donnera un concert dans les jardins du théâtre. Cette chapelle s'est produite, avec un grand succès, au tir cantonal de Morges et à l'exposition horticole de Montreux. En cas de mauvais temps, le concert aura lieu, avec instruments à cordes, dans la salle du premier étage.

La chapelle jouera entre autres une valse, *Heligoland*, composée d'après l'air national de l'île anglo-allemande, par M. Friederichs-Mellin. Depuis quelque temps déjà cette valse est au répertoire des grandes chapelles de Berlin, Hambourg, Londres, etc. Le jeune compositeur, M. Friederichs, élève du conservatoire de Leipzig, vient de se fixer à Lausanne, après quelques années d'enseignement à Schaffhouse.

## Chronique musicale.

La musique grecque. (1)

Paris, septembre 1891.

*Non facit natura saltus.* Le mot est vrai dans le monde intellectuel comme dans le monde physique : tout s'enchaîne. Notre harmonie, dont nous sommes si fiers, n'est pour ainsi dire qu'une « cristallisation sonore » lentement formée autour du plain-chant. Le plain-chant n'étant que le prolongement de la musique antique, on voit par quelle chaîne notre musique se relie à la civilisation hellénique.

La musique occupait dans l'économie artistique des Grecs une place d'où elle est aujourd'hui déchu. Autrefois inséparables, les arts ont été dissociés par nous, et nous ne pouvons plus guère qu'entrevoir la beauté mutilée de la tragédie et de l'ode antique, dépouillées de

(1) Nous faisons ici un compte-rendu, très résumé malheureusement, de trois remarquables leçons sur la musique grecque que M. Bourgaud-Doucardy, l'éminent professeur, a données l'hiver dernier au nombreux public qui se pressait à son cours du Conservatoire.

G. D.

la mélodie et de la pantomime. L'irréparable malheur, c'est qu'il ne nous reste pour ainsi dire rien de la musique grecque proprement dite : deux ou trois fragments de la période gréco-romaine et deux mélodies plus ou moins suspectes de la période classique. De la musique théorique au contraire il nous est parvenu de nombreux documents sur lesquels l'érudition moderne a pu se donner libre carrière ; mais la partition d'un chœur d'Eschyle eût mieux fait notre affaire.

Le principe fondamental de la musique moderne est la polyphonie ; celui de la musique antique était l'homophonie. Les Grecs ne chantaient qu'à l'unisson et la musique instrumentale ne prit chez eux aucun développement. Nous avons un peu de peine à admirer de confiance un art si contraire à notre ; mais il faut nous rappeler que cet art tirait ses ressources de deux éléments aujourd'hui très restreints : le mode et le rythme.

Le mode, selon la définition de M. Gevaert, est « le système des intervalles compris entre le son final et les autres sons employés dans la mélodie, indépendamment du degré absolu d'acuité et de gravité de tous les sons. » Cette subordination de tous les sons d'une mélodie à un son principal (*tonique*) est un principe nécessaire, fondé sur « l'impérieux besoin de l'oreille. » La tonique, on le sait, est d'une importance capitale pour la détermination du mode.

Tandis que dans notre musique moderne, nous ne pratiquons que deux modes, le majeur et le mineur, les Grecs en employaient au moins sept principaux ; leur système était établi sur trois modes fondamentaux portant le nom des tribus helléniques qui avaient créés : le mode *dorien*, le mode *phrygien* et le mode *lydien*. A ces trois modes s'en rattachaient quatre autres : l'*hypodorien*, l'*hypophrygien*, l'*hypolydien* et le *mixolydien*. En étudiant en détail ces différents modes, on comprend quelle devait être la variété expressive de la musique antique. Tous ces modes ont leur raison d'être : la preuve en est qu'après avoir pris naissance chez les Grecs, ils ont été conservés par la liturgie de l'Eglise. Une preuve encore plus formelle de leur vitalité, de leur nécessité même, c'est qu'on les retrouve inaltérés dans les chants populaires non seulement en Grèce, mais en Espagne, en Bretagne, en Afrique, en Russie, partout où la musique est restée « à l'abri de la civilisation. »

Les anciens auteurs nous donnent de nombreux renseignements sur la psychologie de ces modes.

« L'harmonie dorienne (mode national par excellence), possède un caractère viril et grandiose, dit Hérodote du Pont ; étranger à la joie, répudiant la mollesse, sombre et énergique, elle ne connaît ni la richesse du coloris, ni la souplesse de la forme. » (1)

Le mode hypodorien (ou *do*ien) présentait un caractère de charme et de grâce naturel à la race éolienne. Le mode phrygien excitait l'enthousiasme religieux. Le mode hypophrygien avait quelque chose de dur et de sombre. Selon Lucien, au contraire, il aurait eu quelque chose d'élegant et gracieux.

Aristote dit : « Le mode lydien est le plus convenable au jeune âge, parce qu'il donne le goût de ce qui est décent et distingué et favorise ainsi l'éducation. » Selon Platon, le mode hypolydien convenait aux chants joyeux des festins. Plutarque dit au contraire qu'on l'employait dans la tragédie.

Toutes ces questions d'éthos ou caractère des modes sont des plus intéressantes, mais bien difficiles à résoudre. Chez nos contemporains, du reste, rien n'est absolu en pareille matière. Notre mode mineur est généralement consacré à l'expression de la souffrance, ce qui n'a pas empêché Gluck, pour ne citer qu'un exemple, d'écrire en mode majeur l'admirable plainte d'Orphée : *J'ai perdu mon Eurydice*...

Le second élément de la musique antique, qui a singulièrement dégénéré dans la musique moderne, était le rythme.

« Les lois du Beau, dit M. Gevaert, exigent que le temps rempli par l'exécution d'une œuvre musicale soit divisé de telle manière que le sentiment de l'auditeur discerne sans effort une régularité dans la durée des di-

(1) Tous ces détails sont empruntés au magnifique ouvrage de M. Gevaert : *La Musique dans l'antiquité*.

vers groupes de sons et de mots, ainsi que dans le retour périodique des repos. »

Nous percevons déjà le rythme dans certains phénomènes de la nature, dans les battements du cœur, dans le bruit de l'eau qui tombe, le cri de certains animaux, etc. Avec les manifestations sonores de la pensée humaine, le rythme se précise : il règle le discours de l'orateur, il s'impose aux strophes du poète, et la musique enfin le porte au maximum de puissance et d'expression. Pour les Grecs, les lois du rythme n'étaient pas comme pour nous la simple loi des accents ; c'était une loi infiniment plus complexe, celle de la quantité syllabique.

Que demandons-nous au compositeur moderne ? Qu'il fasse coïncider les temps forts des vers avec les temps forts de sa musique. Le raffinement de la prosodie grecque entraînait une rythmique plus fine : Non seulement les Grecs connaissaient les mesures que nous employons, mais bien d'autres encore que nous ignorons. Comme les modes, les rythmes étaient classés ; on leur donnait les mêmes noms qui désignaient en poésie les pieds. On distinguait la *trochée*, une longue et une brève (une noire et une croche) ; c'était notre 3/8. La *dactyle*, une longue et deux brèves, correspondait à notre 2/4 ; l'*ionique majeur*, notre 3/4 ; le *peon*, rythme à cinq temps, trop oublié aujourd'hui ; une longue et trois brèves. Il y avait encore la *trochée inverse* ou *iambe*, la *dactyle inverse* ou *anapeste*, l'*ionique majeur inverse* ou *ionique mineur*, etc., etc.

Comme les modes, chaque rythme avait son ethos. Selon Aristote, le rythme dactylien avait une expression grandiose. La trochée était un rythme joyeux ; c'est le rythme de notre valse et de la tarentelle. Le peon passait pour un rythme excitant, etc.

Le mode et le rythme, voilà donc les deux sources de la musique antique. Si notre musique s'est développée dans le sens des combinaisons polyphoniques et orchestrales, nous sommes obligés de reconnaître que nous sommes des enfants en ce qui concerne les modes et les rythmes. Le majeur et le mineur sont des mines épuisées ; l'art musical se trouve dans une période de transition ; on cherche un nouveau filon. L'antiquité n'est-elle pas une mine inépuisable et les modes grecs ne sont-ils pas appelés peut-être à rajouter notre art ? D'où vient que telle mélodie populaire russe, grecque, arabe, espagnole ou bretonne, nous procure une émotion particulière ? Pourquoi n'enrichissons-nous pas et ne fortifions-nous pas notre science moderne de ces éléments antiques ? Et en l'étudiant sérieusement, qui sait si la musique grecque ne nous tracera pas de nouvelles voies ? Elle nous apprendra du moins comment les anciens aimaient la musique et la respectaient au lieu de la commettre, comme nous le faisons trop souvent, avec des vers miriflottesques et des entrechats ridicules.

R. Wagner avait aperçu ce reflet du foyer antique lorsqu'il écrivait : « Il n'est pas possible de réfléchir tant soi peu sur notre art, sans découvrir ses rapports de solidarité avec celui des Grecs. En vérité, l'art moderne n'est qu'un anneau dans la chaîne du développement qui a son point de départ chez les Hellènes. » L'œuvre, en apparence si révolutionnaire de R. Wagner, ne serait-elle au fond qu'une œuvre de conservation ? Et n'est-il pas au moins curieux de voir le plus grand des dramaturges modernes se réclamer des plus anciens ?

Gustave DORET.

## DÉPÊCHES

**Berne, 29 septembre.** — M. Deucher, conseiller fédéral, chef du département de l'Industrie, se propose de soumettre prochainement au Conseil fédéral un projet d'article de constitution interdisant sur le territoire suisse la fabrication d'allumettes au phosphore rouge et constituant cette industrie en monopole de la Confédération, laquelle ne fabriquerait plus que des allumettes au phosphore amorphe. Les fabricants actuels seraient indemnisés.

Si, comme cela est probable, le Conseil fédéral est d'accord, la création du monopole

sera soumise à l'Assemblée fédérale en décembre.

**Berne, 29 septembre.** — La chancellerie fédérale a reçu jusqu'à présent 83,600 signatures pour le référendum sur l'achat du Central.

M. Dürrenmatt en a déposé lui-même 4,500 au nom de la *Volkspartei* bernoise.

**Bellinzona, 29 septembre.** — Le Conseil d'Etat a décidé de soulever près le Tribunal fédéral un conflit de compétence au sujet des décisions du Conseil fédéral sur les élections tessinoises du 3 mars 1889 annulant les décisions des autorités tessinoises concernant le droit de vote.

**St-Petersbourg, 29 septembre.** — Les recettes de l'Etat russe se sont élevées, dans le premier semestre de 1891, à 423 millions de roubles dont 404 millions représentent les recettes ordinaires.

Les dépenses se sont élevées à 407 millions de roubles. Ce qui donne un excédent de recettes de 16 1/2 millions de roubles.

Dans le premier semestre de 1890, les recettes totales avaient été de 427 millions de roubles et les dépenses de 429 millions.

**Vienne, 29 septembre.** — Le comte de Taaffe est en pleine convalescence.

Contrairement aux conjectures faites par les journaux touchant le sort de Jean Orth, le *Fremdenblatt* constate qu'on n'a rien appris qui soit de nature à infirmer l'hypothèse d'après laquelle le navire *Santa-Margarita* aurait péri corps et bien.

**Rome, 29 septembre.** — Après le dîner des pèlerins français, M. de Mun a prononcé un discours affirmant la nécessité de former un parti catholique en dehors des partis politiques.

L'archevêque d'Aix a déclaré que l'Eglise est respectueuse de toutes les formes de gouvernement ; elle demande seulement la liberté et le respect des consciences catholiques.

**Paris, 29 septembre.** — Un dentiste parisien, nommé Marchede, a été assassiné dans la soirée d'hier à Courbevoie, par le médecin-major du 89<sup>e</sup> régiment, nommé Martin.

Madame Marchede avait décrit le domicile conjugal et se trouvait chez Martin. Marchede était venu dans la soirée chercher sa femme, mais Martin le tua de deux coups de revolver.

Ed. FEHR, éditeur.

Sommaire du numéro de septembre du *CHRISTIAN ÉVANGÉLIQUE*, revue religieuse de la Suisse romande, publiée par MM. Armand Vautier, Ch. Porret et S. Burnier. Théologie : Explications en réponse aux questions d'un « laïque curieux », par Frédéric Godet. Histoire religieuse : Wesley et le méthodisme, par M. Gallienne. — Revue critique : Essai historique sur la conférence tenue à Fontainebleau entre Duplessis-Mornay et Du Perron, le 4 mai 1600, de J.-A. Lalot, par Louis Ruffet. — Nouvelles : Vaud, Neuchâtel, France, Italie et Grande-Bretagne. — Bulletin bibliographique. — Par an : Suisse, 10 fr. ; Union postale, 12 fr. — Numéro séparé : 1 fr. 50.

Bureau chez Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne.

## Chemins de fer de l'Est

Angleterre, France et Italie (par le St-Gothard).

Les relations entre Londres et Milan par le St-Gothard (Lac des 4 Cantons, Majeur, de Lugano et de Como) sont assurées par des trains rapides et permanents pendant toute l'année, de la manière suivante : 1<sup>er</sup> itinéraire. (Via Calais, Laon, Reims, Chaumont, Belfort, Bâle), route la plus courte et la plus rapide, trains et bateaux anglais de jour et trains express de nuit du St-Gothard.

2<sup>e</sup> itinéraire. (Via Calais, Laon, Reims, Nancy, Epinal, Belfort, Bâle), trains et bateaux anglais de nuit et trains express de nuit du St-Gothard.

Les trains, composés de voitures de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe, circulent directement entre Calais et Bâle, par les deux itinéraires. Les trains passant via Reims, Chaumont, contiennent en outre un Sleeping-Car et des Coupés-lit-toilette.

Les trains express de nuit du St-Gothard contiennent un Sleeping-Car et les express de jour, un Salon-Car, qui circulent directement entre Bâle et Milan.

La durée moyenne du trajet entre Londres et Milan est de 30 heures.

A Milan, les voyageurs trouvent des correspondances pour toute l'Italie.

Nota. — Provisoirement et jusqu'à nouvel avis, le trajet entre Belfort et Bâle s'effectuera par l'itinéraire de Petit-Croix-Mulhouse, sans supplément de prix et sans passeport.

Pour tous autres renseignements, consulter les affiches, les indicateurs et s'adresser aux gares.

## Pour retrouver sa vigueur

et un bon appétit, pour reprendre des forces perdues par la maladie ou des excès de tous genres, il est de toute nécessité de faire une cure régulière du véritable *cognac Golliez ferrugineux* dont la renommée est actuellement européenne. 16 ans de succès constants et des milliers de brillantes cures en autorisent l'emploi en toute confiance. 7 diplômes d'honneur et 12 médailles. Le seul primé dans les expositions universelles de Paris 1889 et Barcelone 1888.

Pour être sûr d'obtenir le véritable produit, vérifiez chaque flacon qui doit porter la marque des deux palmiers et le nom de *Fred. Golliez, pharmacien, à Morat*.

En vente en flacons de 2 fr. 50 et 5 fr., dans les pharmacies et bonnes drogueries. 1493

Guérison du

**DIABÈTE**

LE VIN URANÉ PESQUI

fait diminuer de 1 gr. par jour

LE SUCRE DIABÉTIQUE

— DÉPÔT À —

Genève, BURKEL, 1<sup>er</sup> Lausanne, GRANDJEAN

Et dans toutes les pharmacies

Le DIABÈTE, son traitement, brochure de 24 pp., envoyée GRATUITEMENT FRANCO à toute personne qui en fait la demande à M. PESQUI, Roussard-Bordeaux.

Marché d'Echallens du 24 septembre.

Froment noir, 180 sacs, de 23. — à 24. — fr. les 100 kg. Avoine, 20 sacs, de 15. — à 16. — fr. les 100 kg. Pommes de terre, nouv., — ch., à 1. — fr. les 20 l. Foin nouv., — ch., de 4 50 à 5. — fr. les 100 kg. Paille, — ch., à 350 les 100 kg. Beurre, de 1.35 à 1.40 le 1/2 kg. Œufs, à 1.10 fr. la douzaine.

## Horaires des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la Suisse (Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de:	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.
Genève	6 30	8 30	9 40	11 40	1 40	3 40	4 40	5 40	7 40	9 40	10 40	11 40
Yverdon	7 40	9 40	10 40	12 40	2 40	4 40	5 40	6 40	8 40	10 40	11 40	12 40
Thonon	8 40	10 40	11 40	13 40	3 40	5 40	6 40	7 40	9 40	11 40	12 40	13 40
Evian	9 40	11 40	12 40	14 40	4 40	6 40	7 40	8 40	10 40	12 40	13 40	14 40
Beromünster	10 40	12 40	13 40	15 40	5 40	7 40	8 40	9 40	11 40	13 40	14 40	15 40
Cully-L.	11 40	13 40	14 40	16 40	6 40	8 40	9 40	10 40	12 40	14 40	15 40	16 40
Vevay	12 40	14 40	15 40	17 40	7 40	9 40	10 40	11 40	13 40	15 40	16 40	17 40
Clarens	13 40	15 40	16 40	18 40	8 40	10 40	11 40	12 40	14 40	16 40	17 40	18 40
Montreux	14 40	16 40	17 40	19 40	9 40	11 40	12 40	13 40	15 40	17 40	18 40	19 40
Chillon	15 40	17 40	18 40	20 40	10 40	12 40	13 40	14 40	16 40	18 40	19 40	20 40
Villeneuve	16 40	18 40	19 40	21 40	11 40	13 40	14 40	15 40	17 40	19 40	20 40	21 40
Bonvillars	17 40	19 40	20 40	22 40	12 40	14 40	15 40	16 40	18 40	20 40	21 40	22 40

Evian D.	6 05	8 05	9 15	11 15	1 15	3 15	4 15	5 15	7 15	9 15	10 15	11 15
Cully A.	6 40	8 40	9 50	11 50	1 50	3 50	4 50	5 50	7 50	9 50	10 50	11 50

Départ de:	Mat.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Jour.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.
Bonvillars		7 45	7 45				12 50	2 45	4 40		5 15				
Montreux	5 20	8 15	8 05	9 40	13 40	1 15	3 30	10 40	4 40		5 35				
Clarens	5 30	8 15	8 05	9 40	13 40	1 15	3 30	10 40	4 40		5 35				
Montreux	5 35	8 25	8 15	10 20	12 45	1 35	3 30	4 45			6 15				
Clarens	5 40	8 30	8 20	10 15	12 50	1 40	3 35	4 40			6 15				
Vevay	5 55	8 45	8 45	10 20	12 55		3 40	5 50	5 05		6 15				
Cully-L.	6 05	9 05	9 37	14 30	2 05	3 45	6 15	7 45			8 20				
Clarens	7 15	9 35		14 30			6 30	8 05			8 30				
Thonon	7 25	10 40					5 55	7 30			8 20				
Morges	7 35		10 45	12 40		3 30		6 40							
Clarens	8 00		11 15	12 40		3 45		6 40							
Nyon	8 15	11 35	11 40	14 45	3 20	4 45	6 45	7 30							
Genève	9 20	12 30	1 05	2 25	4 45	5 55	7 10	8 45							



